

Dichjarazione

Marti, u 4 di maghju di u 2021

Les élections territoriales des 20 et 27 juin prochains constituent un nouveau rendez-vous décisif pour la Corse et notre peuple.

Les défis qui nous attendent, dans les mois à venir et au cours de la mandature, sont immenses.

Depuis notre accès aux responsabilités en décembre 2015, nous avons commencé à transformer profondément ce pays, portés par un idéal partagé par des générations de femmes et d'hommes depuis des décennies :

- l'idéal d'un peuple vivant et debout, ouvert sur le monde, capable d'intégrer les nouveaux arrivants parce que fort de son histoire, de sa langue, de sa culture et de son projet ;
- l'idéal d'une société corse démocratique, émancipée, composée de femmes et d'hommes libres ;
- l'idéal d'un modèle économique et social équilibré, générateur de richesses, organisant la solidarité et préservant nos ressources naturelles dans une optique de développement durable.

C'est dans ce cadre général que s'est inscrite, depuis un peu plus de cinq ans, l'action du Conseil exécutif de Corse et de la majorité territoriale.

En deux mandatures écourtées, deux ans pour la première, trois ans pour la seconde, nous avons initié la mise en œuvre de politiques radicalement nouvelles :

- dans le domaine des infrastructures (numérique, transports externes et internes, autonomie énergétique, ressources en eau) ;
- de la cohésion sociale et territoriale (plan de lutte contre la pauvreté et la précarité ; règlement « una casa per tutti, una casa per ognunu » ; comité de massif) ;
- de l'agriculture de production ;
- de la formation, de l'éducation et de la jeunesse ;
- de l'environnement ;
- de l'ouverture à l'Europe et à la Méditerranée.

Nous avons placé l'équité au cœur de nos politiques publiques et du fonctionnement de nos institutions.

Nous avons construit une nouvelle Collectivité de Corse, en gérant un processus de fusion d'une complexité sans équivalent en France et en Europe.

Nous avons collectivement fait face de façon exemplaire à une pandémie mondiale, celle du Covid-19, et à ses conséquences sanitaires, économiques et sociales.

La Collectivité de Corse et la Corse sont aujourd'hui unanimement saluées, en France et en Europe, comme un territoire pionnier en matière sanitaire (le Green Pass ; la stratégie de vaccination), comme dans le domaine économique et social (avec l'institution d'une Conférence sociale et la construction avec les acteurs économiques et sociaux de dispositifs innovants).

Tout cela, nous l'avons fait avec des moyens institutionnels limités, et avec pour interlocuteurs un Etat et un Gouvernement très majoritairement opposés à toute avancée politique, comme d'ailleurs à toute prise en compte de nos besoins et intérêts spécifiques.

Je me présente donc devant les Corses au terme des cinq années écoulées avec humilité, sérénité et détermination.

Humilité, parce que les sociétés évoluent avant tout grâce à la force et à l'intelligence collectives, et que j'ai conscience que l'action que nous avons menée est, par définition, imparfaite et incomplète.

Sérénité parce que j'ai en permanence cherché à faire au mieux ce qu'il était possible de faire, avec comme seule boussole le serment prêté devant les Corses - u ghjuramentu - et la volonté de défendre l'intérêt général.

Détermination, parce que je mesure le chemin qui reste à parcourir, et je sais qu'il faudra faire mieux, et plus, dans le mandat à venir.

J'entends bien sûr certains militants et militantes nationalistes, jeunes ou anciens, qui veulent des résultats plus forts, notamment pour les fondamentaux de notre combat : la lutte contre la spéculation ; la généralisation de notre langue ; le refus des mécanismes qui organisent notre disparition en tant que peuple ; le rapprochement et la libération, conformes au droit, des prisonniers politiques.

Je comprends leur impatience et leurs attentes, légitimes.

Je leur dis aussi que le meilleur moyen d'avancer est d'assurer à nouveau la victoire des nationalistes et de renforcer ainsi les institutions de la Corse, tout en reprenant le chemin de la mobilisation populaire et démocratique à chaque fois que nécessaire.

Je mesure également combien beaucoup de Corses, quelles que soient leurs idées, attendent avant tout de la Collectivité de Corse qu'elle apporte des réponses concrètes à leurs problèmes de tous les jours : cherté de la vie ; accès au logement ; travail ; santé ; gestion des déchets ; qualité de vie.

Et que nous aurons dans les mois à venir à redoubler d'efforts pour faire face aux urgences sanitaires, économiques et sociales liées à la crise du Covid-19.

Et faire reculer les inégalités qui minent notre société.

Gérer le quotidien, c'est aussi gouverner.

Notre institution, ses élus et ses agents, devront continuer à être pleinement mobilisés pour répondre à ces aspirations, y compris lorsqu'elles ne relèvent pas ou qu'en partie de nos compétences.

Enfin, nous aurons à réussir des transformations institutionnelles importantes.

Il s'agira d'abord de parfaire la construction de la nouvelle Collectivité de Corse, son organisation, son fonctionnement interne (l'amélioration des conditions de travail des agents de la Collectivité et des agences et offices), sa relation de proximité avec les citoyens, avec les communes et intercommunalités, et avec les territoires de l'île.

Ces chantiers ne pourront être menés à bien qu'en étroite concertation avec les maires, présidents d'intercommunalité, et l'ensemble des collectivités, établissements publics, associations et forces vives concernés.

Il faudra ensuite finaliser et réussir le rattachement à la Collectivité de la Chambre de Commerce et d'Industrie et des Chambres des métiers, en poursuivant le partenariat avec ces établissements publics.

Et enfin concevoir et obtenir, dans le cadre de la future loi 4D et de la réforme constitutionnelle annoncée, l'indispensable autonomie de plein droit et de plein exercice.

Mais au-delà des aspects institutionnels, économiques, et sociaux, la société corse a également besoin de produire à nouveau du sens, et de l'espoir.

Les Corses aspirent au bonheur et à une société apaisée, pour eux et pour leurs enfants.

Ils attendent de leurs institutions qu'elles incarnent les vertus d'équité et de transparence, la prééminence de l'intérêt général, et la capacité à refuser les logiques de clan, de bandes ou de faction.

La démarche que nous devons construire pour les élections territoriales du mois de juin, et au-delà, doit apporter des réponses claires et crédibles à l'ensemble de ces problématiques.

Elle doit susciter la confiance et l'adhésion très majoritaire des Corses.

Pour y parvenir, j'ai la conviction qu'elle doit répondre à une triple exigence :

- s'inscrire dans le fil historique du combat mené pour le peuple corse, depuis un demi-siècle dans l'histoire contemporaine. Nous sommes les héritiers et les continuateurs de cette histoire, et de celles et ceux qui ont contribué à l'écrire ;
- impliquer toutes celles et ceux qui, sans nécessairement avoir entièrement nos convictions, partagent notre vision de la Corse d'aujourd'hui et de demain, et souhaitent s'engager dans sa construction ;
- tirer les enseignements de la mandature qui vient de s'écouler, pour améliorer ce qui doit l'être et nous donner tous les moyens de mener à bien la tâche considérable qui nous attend.

C'est à partir de ce constat et de cette analyse que j'ai initié, en tant que premier responsable de la majorité territoriale, un dialogue interne qui a permis à chacun des élus et chacune des composantes de la majorité de faire part de sa vision, y compris critique, de notre mandature commune.

J'ai ensuite proposé aux trois composantes de construire ensemble, dès le premier tour, une offre politique s'inscrivant à la fois dans la continuité des engagements pris devant les Corses en décembre 2017 au nom de Pè a Corsica, et intégrant la nécessité de mieux assurer leur effectivité et leur mise en œuvre.

Cette proposition repose sur six principes :

- 1) La mise en œuvre de notre projet de société, et la définition des priorités de la mandature à venir, y compris dans le domaine économique et social ;
- 2) La volonté d'ouverture à tous les Corses et à toutes les forces vives se reconnaissant dans ce projet ;
- 3) La mise en œuvre affirmée de la logique de transmission, pour permettre la montée en responsabilité d'une nouvelle génération d'élue(s) et de responsables politiques : cet objectif doit par exemple se concrétiser par la place plus large faite à la jeunesse ou encore par la possibilité de modifier la composition du Conseil exécutif de Corse en cours de mandat ;
- 4) Une gouvernance claire, transparente et démocratique, conforme à la lettre et l'esprit des institutions, soucieuse de l'équilibre des pouvoirs et des droits de l'opposition, et respectueuse du devoir de loyauté qui s'impose entre membres d'une même majorité ;
- 5) Une construction de la liste et une répartition des responsabilités, y compris au sein du Conseil exécutif de Corse, qui permettent à toutes les sensibilités et compétences d'être justement représentées, mais qui ne soient pas prisonnières de la logique des quotas et de l'esprit de parti ;
- 6) La réaffirmation de la paix et de la démocratie comme piliers de notre démarche, et la définition d'une stratégie partagée pour conduire l'Etat à accepter de réinscrire la question corse dans sa dimension historique, et à construire, dans le dialogue avec toutes les parties, l'indispensable solution politique.

Ces propositions n'ont pas été acceptées par le PNC, qui a initié et finalisé depuis plusieurs semaines la constitution de sa propre liste, et par Corsica Libera.

Elles n'ont jamais pu être évoquées, en dehors de la majorité, avec Core in Fronte, ce mouvement ayant choisi d'être en critique systématique de l'action de la majorité territoriale.

Je prends acte de cette situation d'ensemble, et la regrette.

Il appartiendra à chaque mouvement nationaliste de faire, s'il le souhaite, sa part de chemin et de décider des évolutions nécessaires pour hâter l'indispensable rapprochement.

Je reste pour ma part convaincu qu'au-delà des difficultés de l'instant, des trajectoires personnelles ou des stratégies électorales, le sens de l'histoire est de faire converger, travailler, et gouverner ensemble toutes celles et ceux qui partagent la volonté de construire ce pays.

C'est le chemin que je vous propose.

C'est cette révolution pacifique que je vous invite à soutenir activement, par votre implication et votre vote, dès le premier tour de scrutin du 20 juin 2020.

Avà, tocc'à noi !

Evviva u populu corsu ! Evviva a Nazione ! Evviva a demucrazia !

Gilles Simeoni